

Concours : ENM 1^{er} concours

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les erreurs judiciaires en matière pénale

Qu'il s'agisse de l'affaire Dreyfus, Calas ou encore d'Autreau, le processus est le même : l'erreur judiciaire entraîne un renversement des rôles car la justice passe du statut d'accusateur à celui d'accusé. La mauvaise appréciation de la culpabilité d'une personne poursuivie sur le plan pénal est ainsi préjudiciable pour l'individu qui en est victime, mais aussi pour l'institution judiciaire, qui perd le lien de confiance avec les citoyens. Afin de renforcer et de renouveler les moyens de lutte contre les erreurs judiciaires en matière pénale (II), il est d'abord nécessaire d'en identifier les origines diverses (II).

I] Les origines diverses des erreurs judiciaires en matière pénale

La notion d'erreur judiciaire est protéiforme (A). Elle renvoie à différentes réalités, ce qui explique la multiplicité des facteurs de risque identifiés (B).

A. Une notion protéiforme

L'erreur judiciaire est une notion au contenu variable. Le procureur de la République Philippe Astuc rappelle à cet égard que le droit pénal français n'en donne aucune définition. Cette absence est alors comblée par la référence à la définition du Professeur Cornu, qui classe l'erreur judiciaire parmi les erreurs de fait dans l'appréciation de la culpabilité d'un individu poursuivi, devant entraîner une réparation. Cette appréhension de l'erreur est tournée vers sa finalité : le réexaminer au moyen d'un pourvoi en révision. Mais l'erreur judiciaire pourrait aussi faire référence aux erreurs de droit, aux dysfonctionnements judiciaires, en application d'une lecture extensive du concept. En outre, la notion d'erreur judiciaire varie aussi selon la conception de la justice : alors que la justice française se base sur l'idée de vérité, le système américain admet la cohabitation d'une vérité pénale et d'une vérité civile, ce qui modifie la caractérisation de l'erreur judiciaire.

L'événement judiciaire est également une notion évolutive. L'opinion publique est un acteur important de la construction progressive de la notion. Denis Salas, magistrat, évoque ainsi un nouvel âge de l'événement judiciaire. Ce basculement serait dû à trois changements majeurs. Tout d'abord, la justice a été placée au centre de la vie démocratique, ce qui suscite un intérêt autour de son fonctionnement. Ensuite, le combat contre l'impunité est devenu majeur. Enfin, le processus décisionnel lui-même est remis en question, au delà de la simple décision individuelle d'un juge. Cette appréhension contemporaine de l'événement judiciaire se double par ailleurs d'une perception propre au judiciaire de la notion. En effet, pour ce dernier, la rectification de la décision initiale par la voie des recours ne suffit pas. Les décisions présentielles entrent dans le champ d'application de l'événement judiciaire. Cette double évolution de la notion implique alors de tendre vers des procédures irréprochables. Seul un diagnostic précis des causes des événements judiciaires permettra à terme de remplir cette nouvelle obligation de résultat.

B. Des facteurs multiples de risque identifiés

Les événements judiciaires sont tout d'abord le fruit de causes structurelles. Le dévoiement de la procédure a une incidence puisque le non respect du principe du contradictoire crée un déséquilibre entre les parties et peut mener à l'événement judiciaire. L'irrégularité des actes due à l'absence d'arrêt ou à une mauvaise connaissance juridique est également un facteur de risque. En outre, l'intervention de tierces personnes au procès peut être source d'événement : les témoins constituent parfois une source fragile et à l'inverse, les experts bénéficient de la confiance du juge. Ce dernier peut en effet ne pas contester les résultats de l'expertise alors que d'une part les progrès de la science invalident certains acquis et d'autre part, certains domaines scientifiques comme la psychiatrie sont vagues et incertains. Enfin, la commission d'enquête chargée de rechercher les causes de dysfonctionnement dans l'affaire d'Outreau met en avant des critiques propres au travail des magistrats, telles que le manque de communication entre les acteurs judiciaires, l'insuffisance du travail d'équipe ou encore le "suivisme judiciaire". Celui-ci consiste à reprendre la décision de son prédécesseur sur la chaise pénale, par le biais notamment de la pratique du copié-collé.

Par ailleurs, les événements judiciaires sont dus à des causes conjoncturelles. Certaines affaires sont sous le joug de la pression de l'opinion publique, impliquant de prendre des décisions rapides, sans le regard de la presse. Au delà de cette pression publique, Claude

Lienhardt, auxat, met en avant l'important effet de fatigue qui peut résulter d'un rythme de travail intense. Il insiste également sur les difficultés personnelles des magistrats qui sont facteurs de stress et de déstabilisation dans l'exercice habituel de la mission. Quant aux juges des appels, appelés à juger aux côtés des magistrats, l'environnement conjoncturel dans lequel ils se trouvent a une incidence particulière. En effet, une étude d'Arnaud Philippe pour le ministère de la justice illustre l'influence des reportages sur les faits divers criminels ou les enjeux judiciaires diffusés la veille des verdicts sur le quantum des peines prononcées.

A la lumière des diverses causes d'erreurs judiciaires identifiées, plusieurs réponses peuvent être apportées.

II] Les moyens repensés de prévention des erreurs judiciaires en matière pénale.

Alors que certains outils de prévention doivent être renforcés (A) de nouvelles pistes de réflexion méritent d'être approfondies (B).

A - Des outils renforcés de prévention.

La lutte contre les erreurs judiciaires passe par la garantie de l'effectivité des garanties procédurales. Il s'agit d'appliquer correctement les principes issus de l'article 6 de la Convention Européenne des droits de l'homme ainsi que de l'article préliminaire du code de procédure pénale. Un procès équitable implique ainsi un strict respect du principe du contradictoire. Chaque partie doit pouvoir soumettre au juge ses propres éléments d'appréciation. Le juge pourra alors à son tour respecter le principe d'impartialité qui lui incombe en vertu du Recueil des obligations des magistrats. En outre, le principe de la collégialité est un moyen de prévention des erreurs judiciaires en ce qu'il permet un débat interne à la juridiction de jugement. C'est la raison pour laquelle Christine Lazergues, Professeur, alerte sur la multiplication des procédures à juge unique en matière pénale. Enfin, l'instauration de voies de recours constitue un remède efficace en ce qu'elle permet le réexamen de la situation et une analyse différente des éléments de fait soumis.

La prévention des erreurs judiciaires résulte également de la promotion d'une culture du doute. Guy Carivet, premier président de la Cour de cassation en 2006, mettait l'accent sur l'indispensable humanité et humilité dont le juge doit faire preuve dans l'exercice

quotidien de ses fonctions. L'une des qualités essentielles du magistrat est la justice, qui s'accompagne de la capacité à considérer le justiciable comme son prochain. Une réécriture du serment du magistrat issu de l'ordonnance du 22 décembre 1958 pourrait inclure cette dimension de la fonction. La culture du doute exige par ailleurs que le magistrat puisse effectuer une démarche individuelle vers ses interlocuteurs, magistrats ou auxiliaires, afin de faire part de ses éventuelles hésitations.

B. Des pistes nouvelles de réflexion pour la prévention.

Les erreurs judiciaires en matière pénale font l'objet de peu d'études en France, ce qui conduit le procureur de la République Philippe Astuc à préconiser la mise en place d'une cellule d'analyse des "accidents judiciaires". Une structure officielle permettrait de clarifier les mécanismes de l'erreur judiciaire, et même de les modéliser pour ensuite entamer des réflexions sur le système judiciaire. Monsieur Jean-Paul Jean, dans son approche européenne des dysfonctionnements de l'organisation judiciaire, évoque d'ailleurs une politique publique de prévention des erreurs judiciaires des systèmes judiciaires européens. Outre le renforcement des études en la matière, des moyens seraient mis à disposition afin d'instaurer des contrôles internes de prévention et une procédure judiciaire de qualité dans chaque Etat.

L'approche précitée propose aussi de prendre en compte les apports de la sociologie en la matière. Celle-ci vient en effet contredire certains présupposés qui se révèlent finalement contre-productifs en matière de lutte contre les erreurs judiciaires. Ainsi, l'effet d'ancrage implique par exemple que le juge reste attaché à la première information qui lui est soumise, les réquisitions du procureur, démentant l'idée selon laquelle l'intervention en dernier de la défense prévaut. L'avocat de la défense lui-même est soumis au processus d'ancrage dont sa propre contre-proposition de sanction est aussi biaisée par les réquisitions du procureur. De même, la collégialité n'est pas présentée comme une condition suffisante de résistance à l'effet d'ancrage car l'effet modérateur du groupe serait en réalité limité. Ainsi, seul le développement d'instruments mentaux de résistance et le recours massif à la jurisprudence et aux informations disponibles pour le juge permettraient de lutter efficacement contre cet effet cognitif. L'essor de ces études en sciences sociales s'avère ainsi un terrain nouveau de réflexion en matière de lutte contre les erreurs judiciaires en matière pénale. Une meilleure identification des causes se révélera utile pour la recherche des instruments de prévention adaptés.